La mise en scène du *oui/non* dans les ouvrages de vulgarisation sur la Constitution européenne : controverse équilibrée ou dialogisme de surface ?

Isabelle Laborde-Milaa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/940>

DOI : 10.4000/mots.940

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 105-119

ISBN : 978-2-84788-111-0

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Isabelle Laborde-Milaa, « La mise en scène du *oui/non* dans les ouvrages de vulgarisation sur la Constitution européenne : controverse équilibrée ou dialogisme de surface ? », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 83 | 2007, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/940> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.940>

La mise en scène du *oui/non* dans les ouvrages de vulgarisation sur la Constitution européenne : controverse équilibrée ou dialogisme de surface ?

Dans la masse des discours ayant circulé dans l'espace public autour de la Constitution européenne, figure un ensemble d'ouvrages qui constituent le corpus du présent article¹. Ces textes ont été ici rassemblés parce que produits dans des conditions que l'on peut qualifier d'homogènes : historiques, d'abord (entre janvier et avril 2005) ; éditoriales, ensuite (collections et prix similaires) ; discursives, enfin. En effet, le contrat de communication s'y avère explicite : dans certains des titres d'ouvrages, dans les quatrièmes de couverture, les sommaires, les éventuels préfaces et avant-propos, figurent les mots clés *débat*, *questions*, *arguments*, *opinion*, qui indiquent des enjeux argumentatifs assumés par les auteurs et les éditeurs, enjeux eux-mêmes liés à un comportement futur – le vote. Bref, ils ne sont pas proposés seulement comme des ouvrages de vulgarisation visant à expliciter un texte qualifié de « difficile » ou « complexe », ainsi que le suggèrent d'abord les titres axés sur le « comprendre ». Ils s'inscrivent plutôt dans une « pédagogie critique » dont le but revendiqué est d'« aider le lecteur à se faire une opinion » (ou « aider à voter en connaissance de cause ») – pédagogie qu'on interrogera, en dernière instance.

Le point de vue choisi sur ces objets privilégie le *dialogisme*, c'est-à-dire l'interrelation des voix présentes dans l'énoncé (voir notamment Moirand, 2004, p. 189-220), qui s'interpellent et se répondent. Si cet angle se justifie par le souci de repérer et d'interpréter les traces linguistiques du débat, encore faut-il cerner comment ce dialogisme travaille les textes. Cela n'implique pas que ces ouvrages présentent des caractéristiques identiques, sur les données discursives ici sélectionnées : il s'agit, au contraire, d'être attentif aux variations, de s'interroger sur leurs degrés et leurs effets. Sinon, on risque de retrouver au départ ce qu'on a posé à l'arrivée : l'homogénéité, voire l'unicité...

Précisons que, plutôt que d'évaluer le contenu des arguments et leurs normes de référence et de privilégier ainsi les fondements de la persuasion,

1. Voir les cinq titres en annexe.

nous nous attacherons aux dispositifs discursifs et aux mises en scène énonciatives, ainsi qu'à leurs effets en termes de production de débat. C'est l'existence même du débat² qui est ici à interroger, ou plutôt sa possibilité dans les formes où il s'investit. D'où le recours à la pragmatique de l'argumentation, qui envisage d'abord l'activité des locuteurs en contexte, centrée sur le rapport à l'autre – entendu à la fois comme l'allocutaire et le tiers actant (présent ou exclu).

Dès lors que les locuteurs de ces textes sont au centre de l'analyse, nous considérons que leur identité importe quant à leur position dans le débat et aux stratégies développées. Tous experts des questions européennes, ils se distinguent par leurs liens aux institutions et leurs appartenances sociales et politiques qui les constituent en tant qu'acteurs. Universitaires et/ou responsables institutionnels, éditeur, journalistes, militants politiques : statuts divers, mais position pro-oui majoritaire³. Éditorialement, La Documentation française, L'Archipel et les Éditions d'Organisation proposent des condensés structurés en plusieurs rubriques qui mêlent iconique et graphique, tandis que La Découverte et Odile Jacob se caractérisent par un propos plus long et continu scindé en chapitres, se rapprochant davantage du genre de l'essai⁴.

Les dispositifs discursifs de la confrontation *oui/non*

Une répartition des ouvrages entre des modèles discursifs différents, voire antithétiques, apparaît nettement.

Juxtaposition d'arguments antagonistes

Les deux positions *oui/non* sont placées en vis-à-vis sur la page et chapeautées explicitement par *oui* et *non* : c'est le cas de Claude Perrotin et Yvette Ladmiral. D'une part, aucun commentaire d'un locuteur principal ne vient les mettre en relation de l'extérieur, d'autre part, aucune confrontation interne n'a lieu : chaque position s'énonce sans faire référence à la position adverse, sauf dans des traces très ténues :

(1) *OUI* La mention de la stabilité des prix, bien loin d'être seulement un objectif de croissance économique, figure au côté de l'économie sociale. (Perrotin, Ladmiral, 2005, p. 28)

2. Au sens d'une confrontation de discours d'opinions sur un objet commun, laquelle ne présume pas de la domination finale d'une orientation argumentative unique.
3. À l'exception de Gilbert Wasserman (†), cofondateur du Forum de la gauche citoyenne et de la revue *Mouvements*.
4. Il s'agit néanmoins, chez chaque éditeur, de collections didactiques destinées au grand public (les quatrièmes de couverture l'attestent) – respectivement « Sur le vif » et « Poches » – ce qui justifie leur regroupement dans ce corpus.

Le dialogisme, s'il en est, s'établit dans l'articulation avec le texte de la Constitution européenne. Une preuve de cette étanchéité des positions est que les articles sélectionnés dans ce texte peuvent être suivis soit de *oui*, soit de *non*, mais les deux ne figurent pas toujours.

Une variante consiste en la juxtaposition d'extraits de déclarations authentiques disposés en arguments et contre-arguments sur un thème précis, et venant d'acteurs socialement et politiquement situés (Tronquoy, Vallet, 2005, dans le chapitre « La Constitution européenne en débat »).

Mime d'un dialogue

À l'opposé du modèle précédent, un face à face discursif met en relation directe deux interlocuteurs – selon deux variantes, ici aussi. Soit un couple question/réponse permet de traiter un thème (Moreau-Defarges, 2005 ; Tronquoy, Vallet, 2005), et cela dans des rubriques intitulées « Réponses à vos questions » ou, plus explicitement argumentative, « Controverse » : chaque réponse, de longueur variable, s'apparente à un exposé magistral dont la question fournit le prétexte. Soit des tours de parole distincts et suivis constituent l'armature même de l'ouvrage, l'ensemble formant une sorte de long entretien-discussion (François, 2005). Les interlocuteurs ne sont pourvus d'aucune identité : ils renvoient donc, par défaut, à une figure d'auteur qui, dans les préfaces et quatrièmes, se signale par un « on » (« On fait le pari ici qu'il est possible de présenter clairement les enjeux... », pour Bastien François) ou s'efface derrière « ce livre », « ce guide » (pour Tronquoy et Vallet) et, corollairement, à un lecteur-type encore moins cerné.

Modèle dissertatif

Entre juxtaposition monologique et dialogue, on peut dégager un dispositif intermédiaire, qui ne visualise pas une interaction mais construit le dialogisme à l'intérieur du discours. Il s'agit en fait d'un modèle académique qui, dans la continuité du texte, confronte des positions opposées ou divergentes.

À partir de questions posées dans son « Introduction », l'ouvrage d'Arnaud Lechevalier et Gilbert Wasserman (2005) organise ainsi des points de vue qui se répondent, d'une étape à l'autre et à l'intérieur de chaque étape, sans que se dégage une prise de position sur une base binaire *oui/non*. Nous donnerons l'exemple du chapitre « Le traité constitutionnel ferme-t-il la voie à l'Europe sociale ? », qui articule les sous-titres suivants : 1. L'Europe sociale, une montée en régime lente et partielle... 2. Subordonnée à la logique de fonctionnement de l'UEM. 3. Apports et limites du projet de TC. 4. Quelle voie pour l'Europe sociale ? On retrouve là un schéma classique : thèse + antithèse + synthèse (ou problématisation).

Les ouvrages peuvent aussi infléchir ce modèle dissertatif vers un plaidoyer pour la Constitution : il s'agit alors d'un mouvement de concession-réfutation, qui justifie *in fine* le texte. C'est essentiellement le cas de Philippe Moreau-Defarges, dont la rubrique « Controverse » confronte en effet, dans ses réponses, des positions en objection l'une par rapport à l'autre, mais obéit à une construction séquentielle qui altère forcément l'équilibre dialogique : une objection est suivie de la réponse en plusieurs points pour le *oui*, laquelle constitue une explication-justification du texte constitutionnel lui-même, montrant comment celui-ci résout les contradictions et clarifie les aspects techniques. L'ouvrage de Bastien François s'inscrit également dans cette catégorie : au fil du dialogue, les questions sont suivies d'un long développement entre une et dix pages – très exactement, on a là une moyenne de 3,5 pages de réponse par question – qui pèse le pour, le contre, la pertinence et la nature des arguments (juridique, politique, sociale...), et axe sa conclusion sur le *comment lire* la Constitution dans le contexte actuel et en anticipant sur l'avenir.

Un débat préformaté ?

Ces ouvrages semblent réaliser une sorte de compromis entre un idéal d'objectivité-neutralité, dont témoigneraient ces formes, et un idéal de débat, où peuvent s'exprimer des désaccords – confirmant ainsi le « sans parti pris » des paratextes. Mais, eu égard à cet objectif, suffit-il de juxtaposer les discours et contre-discours, détachés les uns des autres ? On peut aussi douter de l'utilité pragmatique de la parole dévolue à une place rhétorique – sorte d'allocutaire vide qui se borne à poser les questions.

Quant à la fonction des questions posées, il s'agit majoritairement de demandes d'explications, mettant rarement en jeu une problématique qui ferait surgir deux positions antagonistes (voir Plantin, 2002, p. 251-254). Du reste, si l'on supprime les questions de l'interlocuteur, un discours linéaire se rétablit, tout à fait construit et cohérent à lui seul, dans lequel les questions ont le rôle de simple relance (2), ou de supports de contre-discours formulés de toute façon dans les longs développements (3), ou d'approbation de la réponse (4, 5) (François) :

(2) Pourquoi cette Convention européenne a-t-elle été créée ?

(3) Mais, la dimension « libérale » de la Constitution...

(4) Voilà qui est clair !

(5) C'est plutôt démocratique...

Enfin, le statut du locuteur peut éclairer le choix de tel dispositif, avec les valeurs afférentes à ce dispositif en termes de production de savoir et de crédibilité. Il ressort que les experts en Europe à statut valorisant (universitaire ou

institutionnel européen) représentent le modèle dissertatif, dans une posture de savants qui maîtrisent les positions d'autrui et, surtout, peuvent faire partager la leur... tout en ne la formulant pas explicitement. De l'autre côté, les experts de seconde main (journalistes et éditeurs) orchestrent des points de vue qu'ils ne se risqueraient pas à commenter, dans une posture de connaisseurs éclairés, voire de passeurs. Ceci – il faut le préciser – ne signifiant pas que se produit plus ou moins de débat dans l'un ou l'autre dispositif – ce que tend à montrer l'analyse qui suit.

L'articulation entre locuteur(s) et énonciateurs

Locuteur et énonciateur

Cette distinction, fondatrice du « sujet polyphonique » d'Oswald Ducrot (voir surtout 1984, p. 171 et suiv.), se révèle fructueuse pour l'analyse visant à comprendre la gestion de l'argumentation. On définira, suivant en cela Robert Vion (2001, p. 331-354) et Alain Rabatel (2005, p. 115-136), le locuteur comme le responsable de l'énonciation effective, la source de l'énoncé produit en situation, et l'énonciateur comme la source (identifiée ou non) d'un point de vue, d'une opinion, d'un contenu de pensée. La superposition est rare entre ces deux instances. Le plus intéressant réside justement dans les relations non homologiques entre locuteur(s) et énonciateur(s), c'est-à-dire dans les décalages qui permettent, notamment, au locuteur principal de convoquer plusieurs énonciateurs pour s'appuyer sur eux ou les contrer – sans pour autant les relier à des locuteurs cités :

Mais l'énonciateur n'est pas simplement une instance privilégiée d'expression de la subjectivité, c'est aussi un point nodal des visées argumentatives des locuteurs. [...] Nous proposerons de regrouper les contenus propositionnels en fonction de la source énonciative à l'origine de la visée argumentative qui préside aux choix de référenciation, à charge également de préciser les relations entre ces énonciateurs et le locuteur qui les met en scène, pour déterminer *qui assume quoi*. (Rabatel, 2005, p. 115)

Les mises en scènes énonciatives

On observe, de façon générale, un effacement énonciatif du locuteur, selon la gradation ci-après⁵. Plusieurs cas de figure peuvent d'ailleurs se rencontrer

5. En n'oubliant pas que, de toute façon : « L'objectivisation d'un énoncé ne permet pas de produire un énoncé objectif et [...] en dernière analyse la présence du sujet ne saurait être remise en question, même dans les cas les plus manifestes d'effacement énonciatif. » (Vion, 2001, p. 341)

dans un même ouvrage, dès lors que celui-ci présente des rubriques différentes. Précisons au préalable que s'effectue toujours, par ces mises en scène, une reconstruction des énonciateurs et de leurs relations, qu'ils soient exhibés ou masqués : aucune ne fait parler les points de vue et leurs acteurs de façon transparente, dès lors que ceux-ci sont médiatisés par un autre discours. Ce serait une illusion que de le croire, aussi bien en production qu'en réception. Ce qui importe, ce sont bien les usages et les enjeux de cette reconstruction, qui reconfigure le débat.

Un locuteur apparemment absent se retranche derrière une fonction de rapporteur (Perrotin et Ladmiral, Tronquoy et Vallet, Moreau Defarges), que ce soit pour citer le texte de la Constitution, le paraphraser ou insérer des opinions divergentes. Il ne semble correspondre à aucun énonciateur. Cela a pour effets une objectivité et une transparence immédiate... qui résultent pourtant d'une mise en scène énonciative et font oublier au lecteur qu'il y a eu nécessairement sélection en amont, d'une part, et contextualisation nouvelle, d'autre part, qui entraîne une reconstruction. Ainsi, le fait de retenir et de placer des propos de François Bayrou, UDF, et Gilles Lemaire, Verts, en vis-à-vis (Tronquoy, Vallet, p. 74, sur « L'Europe sociale ») élabore un simulacre de discussion sur ce sujet particulièrement sensible, et crée un nouveau sens. De même, le fait de regrouper des énoncés, de leur imprimer une cohérence stylistique et un tour polémique, comme s'ils étaient issus d'une seule voix, crée un artefact de débatteur opposant :

(6) *OUI* Affirmation de nouveaux objectifs pour l'Union : économie sociale de marché, plein emploi, protection sociale. Cf. art-III. 117 et II-118 soulignant la nécessité de la lutte contre toutes les discriminations.

NON Notion floue. Que signifie l'expression « économie sociale de marché » ? On ne sait rien des objectifs concrets auxquels elle renvoie. On ne sait rien des obligations juridiques qu'elle implique. Ce terme n'est qu'un effet d'annonce qui, de plus, ne peut qu'entrer en contradiction avec la constitutionnalisation de la concurrence libre et non faussée, dont la protection est manifestement une orientation fondamentale. Que deviennent alors les droits sociaux ?

Par ailleurs, en distribuant irrégulièrement les arguments *oui* ou *non* à la suite des articles de la Constitution, que fait, pragmatiquement parlant, le locuteur de Perrotin et Ladmiral ? Puisque le texte constitutionnel est censé constituer son propre argumentaire⁶ (7), l'absence du *oui* n'affaiblit pas la position de ses partisans qui peuvent (selon ce raisonnement) se reconnaître dans l'énonciateur abstrait que devient la Constitution :

6. Mais n'est-ce pas, dans les effets induits, dévaloriser la position du *oui* que de la réduire à une paraphrase-reformulation de la Constitution, particulièrement sur les points les plus sensibles dans le débat national (p. 82-84) ?

(7) La liste [des arguments] n'en est évidemment pas exhaustive et ne saurait l'être. De plus, si les arguments en faveur du *non* semblent les plus nombreux, cela vient essentiellement de ce que les partisans du *oui* développent moins leur pensée puisque, pour eux, le texte du traité parle de lui-même. (Perrotin, Ladmiral, p. 10)

Autre catégorie, majoritaire cette fois, un locuteur semi-effacé apparaît, qui construit une position d'énonciateur moins par l'appareil formel de l'énonciation que par des marques argumentatives et modales. On repère en effet peu de traces personnelles : le *nous*, qui représenterait une communauté de pensée, est absent des développements : émergent, en de très rares cas, celui de la communauté géographique (8), ainsi que – tout aussi rare – celui qui renvoie aux auteurs dans leur rôle de scripteur (9). Demeure alors le *on*, qui se réfère à une identité générique (10, 11) :

(8) Si un jour nous arrivons, comme aux États-Unis ou au Canada, à un système entièrement fédéral, il sera possible de [...] (François, p. 71)

(9) Le tableau que nous venons de dresser est contrasté. (Lechevalier, Wasserman, p. 63)

(10) On peut déduire de cette disposition que [...] (Tronquoy, Vallet, p. 82)

(11) On comprend d'ailleurs pourquoi les discussions constitutionnelles sont généralement aussi conflictuelles. (François, p. 42)

En revanche, des traces de dialogisme parcourent les textes, sous une forme souvent ténue : des négations, censées répondre à des affirmations proférées ailleurs ; des concessions (12, 13) ; des modalisateurs qui mettent à distance un point de vue autre – *passent pour* (14), ou encore *apparaissent, sont perçus comme*, etc. :

(12) Même si, dans le sillage des expériences socialistes, nombre de Constitutions (en particulier en Europe) ont été enrichies de dispositions sociales [...], il n'en reste pas moins qu'une Constitution n'est pas faite pour traiter de questions sociales. (Moreau Defarges, p. 38)

(13) Tout dépendra des orientations politiques des vingt-cinq gouvernements. Mais, en lui-même, le Traité constitutionnel ne conduit pas mécaniquement au libéralisme anglo-saxon. (Tronquoy, Vallet, p. 82)

(14) Ainsi, les progrès concrets apportés par la Constitution en matière sociale passent pour limités en raison notamment du refus de plusieurs États membres [...]. (Tronquoy, Vallet, p. 57)

Enfin, de nombreuses modalités indiquent une subjectivité à l'œuvre, et s'inscrivent en faux, par là même, contre la dépersonnalisation affichée⁷. De façon

7. Et revendiquée, rappelons-le, au double motif pédagogique et éthique, dans les divers paratextes éditoriaux.

générale, la modalité déontique (*il faut et devoir*) est dominante, le disputant à l'aléthique (*il est bien évident, fort probable, vraisemblable*). Mais les axiologiques sont surtout à noter : fréquents, souvent hyperboliques, ils instaurent une évaluation sans ambiguïté, et contribuent à construire efficacement un « centre modal » (Rabatel, p. 119) au cœur des énoncés objectivants :

(15) Le Projet constitutionnel, raisonnable et prudent, clarifie et consolide cette démarche. (Moreau Defarges, p. 87)

(16) Il en a résulté une sorte de miracle politique : un texte « constitutionnel » certes critiquable en dépit d'une grande inventivité institutionnelle, mais pour une fois à la hauteur de l'enjeu ; [...] un texte qui donne une impulsion déterminante à la construction européenne. (François, p. 64)

Au total, ces manifestations d'effacement, couplées aux marques de jugement, produisent avant tout un simulacre de neutralité, ce qu'atteste également le plan quantitatif : le volume accordé à l'énonciateur pro-Constitution, par rapport à un énonciateur adverse, confirme le fait que le premier domine et englobe à la fois les points de vue autres (qu'ils aillent dans le même sens ou non, d'ailleurs), mais en reformulant leurs contenus dans un raisonnement argumentatif nettement orienté. On remarque en particulier l'absence des formes de discours rapporté au sens strict, pour matérialiser le dialogisme. Cette orchestration non marquée va de pair avec la posture surplombante par rapport aux discours d'autrui, lesquels, justement, ne sont plus construits comme des discours autres : on assiste à une sorte de délibération avec soi-même, qui neutralise l'altérité au profit d'un développement monologique. Dans ces conditions, l'énonciateur construit peut être très abstrait, en tous cas universalisant : il va jusqu'à s'ériger en énonciateur constitutionnel, qui prend en charge le texte même de la Constitution – aussi bien dans les couples Q/R que dans le modèle dissertatif. L'énonciation atteint en fait un niveau de généralité qui infléchit les développements explicatifs vers une controverse constitutionnelle, d'ordre juridique (particulièrement pour Moreau Defarges, ce qui confirme l'impact du type d'expertise de ce scripteur).

Enfin, l'ouvrage de Lechevalier et Wasserman représente un cas isolé en posant au départ un locuteur non effacé qui se démarque nettement des locuteurs traités ci-dessus :

(17) Cette grille de lecture du traité constitutionnel est rédigée par deux auteurs engagés, résolument européens et progressistes. Pour autant, on ne trouvera dans les pages qui suivent ni consigne de vote ni slogan réducteur. (« Introduction », p. 6)

L'énonciateur « engagé » ainsi construit ne l'est pourtant pas jusqu'à émettre un jugement final sur la Constitution : il revendique un positionnement idéologique, qu'il dissocie du vote, manifestant ainsi la complexité d'une identité

d'« Européen » qui ne prône pas forcément le *oui*. Cela peut expliquer que cet ouvrage présente les tenants du *oui* et du *non* et leurs opinions en les faisant dialoguer au même niveau sur des éléments de controverse. La position devient même métadiscursive, quand il s'agit d'expliquer combien il serait non pertinent de formuler un avis définitif⁸.

Le traitement des sources, entre allusion et opacité

Si, comme on l'a vu, les positions autres font l'objet d'une appropriation par un locuteur dominant, cela s'accompagne d'un traitement spécifique de leurs sources énonciatives. Un effacement corrélatif du précédent s'opère ici, celui des locuteurs correspondant aux divers points de vue convoqués, et cela selon plusieurs degrés à nouveau.

Les contenus de pensée ne sont rattachés à aucune instance. C'est le cas des *oui/non* juxtaposés, avec un effacement des locuteurs justifié par Perrotin et Ladmiral dans leur introduction :

(18) Les arguments qu'il présente ont été recueillis dans la presse, sur Internet, à partir de documents émanant de partis politiques, d'associations, de syndicats, ou ont été tirés de discours de personnalités de tous bords. Ils ne leur sont jamais attribués, de telle façon que le lecteur en mesure la portée par lui-même, sans subir l'influence du « label » de la source. (p. 10)

Cela se vérifie aussi dans le modèle dissertatif où la reconstruction en concession/réfutation annule les sources et n'indique aucun contexte énonciatif d'origine. On peut y voir la crainte de verser dans la manipulation et la propagande – conception assez étrange, d'ailleurs, que celle d'un univers discursif désincarné dont les productions sociolangagières ne devraient être appréhendées que dans un cadre cognitif... qui les vide simultanément de leur empreinte sociale.

Fréquente est la présence d'une instance en termes vagues : *certains, beaucoup, les partisans* de telle mesure, réforme, etc. Ou bien, plus allusif, le signallement par un conditionnel marquant la distance, ou encore par des guillemets modalisateurs (« Elle serait, par essence, "libérale" »). En termes d'acte de langage, ces faits de langue sont interprétables comme un refus de nommer ou même de situer dans le champ sociopolitique.

8. Le fait que les deux auteurs soient engagés dans des directions différentes, ainsi qu'on va le voir, n'y est surement pas étranger et constitue une alternative intéressante au cas majoritaire du scripteur lié à un unique énonciateur, lui-même effacé derrière une objectivité revendiquée. « Plus singulier encore est le fait que les auteurs ne partagent pas la même opinion sur le vote qui devrait sanctionner une analyse qui leur est pourtant, pour l'essentiel, commune – pour des raisons que l'on laissera au lecteur le soin de découvrir. Cet ouvrage est donc traversé par certaines tensions [...]. » (*ibid.*, p. 7)

Le locuteur peut également correspondre à une grande communauté : *les Français, peuples nationaux, États-nations, l'Union européenne*. Il s'agit d'entités au référent problématique, essentiellement des partenaires institutionnels de débat, qui fonctionnent comme des êtres de référence incontournables. Au plus délimité, au plus concret, l'on aura les partis (par exemple, « des courants du Parti socialiste », dans Moreau Defarges, sur la question : « La Constitution est-elle de droite ou de gauche ? »).

Au dernier niveau, les locuteurs sont situés socialement et/ou politiquement : il s'agit de l'ouvrage de Lechevalier et Wasserman, qui confirme sa place marginale dans cet ensemble éditorial. Ses deux derniers chapitres examinent la situation du débat en France et en Europe. L'ouvrage ne simplifie pas les relations entre locuteurs et énonciateurs, montrant qu'une même position peut être assumée par plusieurs instances et que, à l'inverse, une même instance peut se démultiplier en plusieurs positions, ou voir ses positions varier au fil du temps : les points de vue présentés sont rapportés à des groupes politiques (partis et courants), syndicats, fondations, et à des représentants individualisés, dessinant ainsi une cartographie de débat plus affinée, plus complexe, et au total plus clarifiée que les énonciateurs massifs en *oui* et *non* des autres ouvrages :

(19) Le deuxième type de « oui » est exprimé par les courants politiques de tradition fédéraliste. [...] Un troisième type de « oui » se veut relativement critique à l'égard des dimensions néolibérales du projet. (p. 110)

Image et rôle du destinataire

Reste, *last but not least*, le troisième pôle dans cette situation de communication publique : le lecteur, partie prenante du support éditorial. Ces ouvrages s'offrant comme des repères avant l'échéance du référendum, il importe de se demander à qui ils s'adressent, qui est ainsi convié à débattre. Patrick Amey, analysant des courriers de lecteurs dans des quotidiens suisses, rappelle que « écrire à la veille d'une votation déterminante quant à l'avenir du nucléaire, c'est forcément s'adresser à un acteur de poids : le citoyen » (Amey, 2002, p. 81-107). Oui, mais en l'occurrence, citoyen de quoi ? Le lieu d'ancrage de cette citoyenneté constitue justement, tant dans ses contours géographiques que dans ses fonctionnements administratifs et sociaux, l'objet du débat proposé... au futur citoyen. Cette difficulté explique peut-être les contradictions que l'on peut repérer dans la construction du destinataire.

Un auditoire universel ?

Au-delà de l'auditoire empirique des lecteurs, inévaluable dans le cadre de cette recherche, un modèle normé se met en place dans les textes, très proche

de l'auditoire rationnel universel théorisé par Chaïm Perelman à partir de la rhétorique. Il s'agit d'une représentation non concrète : les marques linguistiques se réduisent au *on* associé à des procès cognitifs, comme en (20), et la présence de l'interlocuteur se limite au rôle du questionneur :

(20) On l'aura constaté, les catégories juridiques en vigueur peinent à saisir la nature de la construction européenne. (Lechevalier, Wasserman, p. 36)

Cet archétype, fondé sur l'appel à la rationalité et sur des valeurs formulées comme partagées par le locuteur, se situe aux antipodes de l'image communautaire construite par les médias à travers leurs portraits d'Européens, aussi typés qu'individualisés, aussi « métissés » (Ringoot, Utard, 2003, p. 139-152) et divers que ce destinataire idéal peut être unifié et universalisant...

Des compétences ambivalentes

L'image du destinataire oscille curieusement entre profane et expert. Très expert même, car apte à recevoir des informations techniques, à maîtriser une terminologie spécialisée (sciences politiques, droit et économie), apte à interroger des controverses subtiles⁹ – bref, un public cognitivement très performant, dont il est postulé qu'il sait... pour mieux lui enseigner ce qu'il ignore. Ici surgit simultanément le profane : avouant son ignorance – « C'est encore une fois très compliqué... » (François) –, placé en position basse, il bénéficie d'une aide. Le destinataire est en effet convoqué sur le terrain du savoir¹⁰ à maîtriser pour devenir citoyen averti : pétition de principe classique que les « on le sait » parsemant les ouvrages, car l'apport massif d'informations se justifie du déficit de savoir en la matière. D'où le balancement observé entre l'explication et l'argumentation (voir Plantin, 2002) : la première détermine l'argumentaire éditorial et la rhétorique discursive, mais la seconde gouverne la visée de communication.

Cette ambigüité dans la gestion des places assignées au destinataire est constante. On peut la confronter au fonctionnement d'un sous-genre proche – la collection « Le/la... expliqué(e) à ma fille » – qui, en revanche, inscrit d'emblée la place inférieure. En proposant une scénographie spécifique, mêlant essai théorique et guide pratique, les ouvrages du corpus ne créent-ils pas, malgré eux, une sorte d'injonction paradoxale ? Laquelle reproduirait, sur un autre plan, la nature hybride du problème public de la Constitution.

9. Avec les implicites historiques et scientifiques qu'elles recèlent, notamment sur la différence entre « traité » et « constitution ».

10. De façon plus ou moins ludique, du reste : voir les petits encadrés de bas de page (Tronquoy, Vallet) « Le saviez-vous ? » qui pointent le détail technique à retenir, l'anecdote historique étonnante, etc. – scénographie à mi-chemin entre le manuel scolaire et les quiz des magazines, propre à faire passer l'amère pilule de la connaissance auprès d'un public à séduire ponctuellement pour l'instruire.

Un Européen moyen fantasmé ?

... mais éclairé, avec des nuances selon les ouvrages, sur une échelle modulable de savoirs et d'exigences. En témoigne l'ouvrage de Tronquoy et Vallet, qui donne en miroir à ses lecteurs des auditeurs de radio, dans la rubrique « Réponses à vos questions » : « Les questions auxquelles il est répondu ici sont les plus représentatives des questions posées par les auditeurs de France Info sur le site france-info.com » (p. 78). Cette référence est significative d'une catégorie socioculturelle ni élitiste, ni définie par ses loisirs, mais caractérisée par son rapport à l'information : France Info n'est ni France Culture ni Chérie FM...

La stratégie de Lechevalier et Wasserman, dans l'énoncé des différentes positions et la revendication d'un parti pris, demeure marginale : est-elle jugée trop difficile pour le lecteur non spécialiste, tel que le ciblent les créneaux éditoriaux pédagogiques ? Ce cas amène à se demander comment le sujet-lecteur construit l'opinion dont il est censé être porteur ou réceptacle, dans quelle communauté langagière il se reconnaît, quel cadre notionnel lui est fourni pour penser ce problème public, et enfin, quel rôle d'acteur lui est proposé. L'étiquette de *citoyen* revendiquée dans les paratextes et, a fortiori, de citoyen européen ne suffit peut-être pas. Le *nous* citoyen est la seule marque déictique du locuteur manifestant une position d'énonciateur européen sur laquelle rallier le lecteur – et ce dans deux introductions¹¹.

Nous concluons sur deux pistes de réflexion, pour tenter de synthétiser les tensions à l'œuvre dans ces ouvrages.

Les conceptions du débat

Plus qu'un débat formulé et assumé, on observe un dire du débat – sans que celui-ci ait réellement lieu aux niveaux cognitif, identitaire et interactionnel dans la confrontation des points de vue. Le désancrage énonciatif et, parallèlement, l'absence ou le brouillage des sources semblent antinomiques avec les pratiques discursives du débat en situation, qui comporte des acteurs impliqués et situés, habités par des discours renvoyant à des positionnements sociaux et politiques. Ces enjeux de positionnement nourrissent (et se nourrissent de) la possibilité de débattre publiquement, avec le risque inhérent de les voir retournés par l'adversaire¹². Serait-ce, dans notre corpus, une solution pour échapper

11. Sans aller jusqu'à plaider pour une segmentation marketing des publics et la création d'un communautarisme discursif, on peut douter de ce destinataire abstrait en processus d'euro-péanisation.

12. C'est ce que révèle l'étude des discours sur la validation des acquis de l'expérience (VAE), même si la montée lente du débat était due à d'autres facteurs : voir Bonnafous et Laborde-Milaa, 2004, p. 45-57.

au cadres de pensée nationaux, limitatifs car traitant de problèmes franco-français ? Les locuteurs se démarqueraient ainsi d'un ensemble de discours partisans, syndicaux, associatifs, militants. D'où l'évitement de la polémique. Quand elle existe, elle ne cible pas un adversaire identifiable et se fait euphémisante : désignation de ses propres arguments comme *observations*, *remarques*, et recours aux *faits* pour prouver, écartant ainsi la contestation directe.

À quelles représentations contemporaines de l'activité argumentative et du débat correspond le fait de privilégier l'information et l'explication, plutôt que l'affrontement discursif ? La fonction heuristique du désaccord s'en trouve minorée et, de ce fait, si dans le corpus la prise de position a bien lieu *in fine*, elle n'est pas assumée en tant que telle, par opposition au discours d'autrui ; c'est au lecteur de la dégager d'un raisonnement monologique sur des valeurs et des faits. Ce phénomène est troublant à deux égards au moins. D'une part, dans ses liens avec l'objet du discours (la Constitution européenne) : l'enjeu supranational entraînerait le refus de l'engagement, qui débouche sur une dépolitisation apparente au profit de la technicité... laquelle sert pourtant des fins politiques. Quel point de vue transcendant, au-dessus de la mêlée, s'inscrit ainsi dans le discours, alors même que l'échéance politique référendaire appelle l'implication individuelle ? D'autre part, cette posture rejoint ce que Roselyne Koren analyse dans des éditoriaux censés inscrire « l'*ethos* du journaliste "impartial" » (2004, p. 19-41). Les variations d'*ethos* discursif observées dans le corpus, oscillant entre savant et pédagogue dans la formulation des problèmes et l'adresse au coénonciateur, ne créent pas de nouvelle scénographie. La place d'intermédiaire, que partagent journalistes et experts, semble bien contraindre la logique d'un *ethos* commun garantissant un discours vulgarisateur légitime car impartial. C'est méconnaître que, de toute façon¹³, les manières de questionner, nommer – ou taire – cadrent le réel dans le discours. Un sujet doxique ne garantit pas plus l'objectivité qu'un énonciateur dument situé dans le champ sociopolitique.

Les espaces possibles de délibération, relativement aux enjeux de constitution d'un espace public européen

Peut-on discerner, dans ces parutions, une rivalité par rapport à d'autres arènes, notamment Internet (sites spécialisés, forums, blogs) et la presse papier (qui use de la citation selon les genres, pour capter son public¹⁴) ? On l'a vu, ces éditions et collections écartent tant les stratégies de séduction – recours à

13. Et dans les conduites infra-argumentatives.

14. Voir Moirand, 2004, p. 204-205, où l'auteure distingue les « direx qui s'insèrent explicitement au fil du texte, empruntant toutes les formes possibles de discours rapporté » et ceux « qui fonctionnent plutôt sous le régime de l'allusion à des positions autres ou à des discours qui pourraient, ont pu ou auraient pu être dits ainsi ».

l'humour et aux émotions – que les stratégies polémiques qui dramatiseraient et personnaliseraient le débat en un combat des chefs emblématiques : il se peut que se joue là une promotion implicite de valeurs attachées traditionnellement au livre – recul et réflexion, permanence et durée – et renforcées par l'autorité intellectuelle des scripteurs (même si elle s'exerce à des degrés d'expertise différents). Elles légitimeraient ainsi ce réseau pour la prise en charge du débat. Au-delà de la confrontation des dires des uns et des autres, il existe bien une concurrence éditoriale et communicationnelle, lourde d'autres enjeux, entre les vecteurs de persuasion.

Références

- AMEY Patrick, 2002, « “L'énonciation profane” dans le débat sur l'énergie nucléaire en Suisse », *Langage et société*, Paris, MSH, p. 81-107.
- BONNAFOUS Simone et LABORDE-MILAA Isabelle, 2004, « Quand les conflits ne génèrent pas de débat public : le cas de la VAE », *Réseaux*, n° 100, p. 45-57.
- DUCROT Oswald, 1984, *Le Dire et le Dit*, Paris, Minuit.
- KOREN Roselyne, 2004, « Argumentation, enjeux et pratique de l'“engagement neutre” : le cas de l'écriture de presse », *Semen*, n° 17, p. 19-41.
- MOIRAND Sophie, 2004, « Le dialogisme entre problématiques énonciatives et théories discursives », *Cahiers de praxématique*, n° 43, p. 189-220.
- PLANTIN Christian, 2002, article « Explication », P. Charaudeau et D. Maingueneau éd., *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Le Seuil, p. 251-254.
- RABATEL Alain, 2005, « La part de l'énonciateur dans la construction interactionnelle des points de vue », *Marges linguistiques*, n° 9, www.marges-linguistiques.com, p. 115-136.
- RINGOOT Roselyne, UTARD Jean-Michel, 2003, « Les élections européennes dans la presse quotidienne régionale », É. Dacheux éd., *L'Europe qui se construit. Réflexions sur l'espace public européen*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, p. 139-152.
- VION Robert, 2001, « “Effacement énonciatif” et stratégies discursives », M. de Mattia et A. Joly éd., *De la syntaxe à la narratologie énonciative*, Paris, Ophrys, p. 331-354.

Corpus

- FRANÇOIS Bastien, 2005, *Pour Comprendre la constitution européenne*, Paris, Odile Jacob, 192 p.
- LECHEVALIER Arnaud, WASSERMAN Gilbert, 2005, *La Constitution européenne. Dix clés pour comprendre*, Paris, La Découverte, 144 p.

- MOREAU DEFARGES Philippe, 2005, *Constitution européenne. Voter en connaissance de cause*, Paris, Éditions d'Organisation, 108 p.
- PERROTIN Claude, LADMIRAL Yvette, 2005, *Oui ou non à la Constitution européenne ?*, Paris, L'Archipel, 128 p.
- TRONQUOY Philippe, VALLET Marie-Christine, 2005, *Le petit guide de la Constitution européenne*, Paris, La Documentation française, 88 p.